

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2004 — 2508

[2004/202015]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van gekwalificeerde personeelsleden om te waken over de uitvoering van de politiereglementen op het vervoersnet dat uitgebaat wordt door de openbare vervoersmaatschappij Namen-Luxemburg en tot intrekking van het mandaat van een personeelslid van TEC Waals-Brabant

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 36*bis* (ingevoegd bij het decreet van 4 februari 1999);

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, inzonderheid op artikel 62;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende Algemeen Reglement op de politie van het wegverkeer, inzonderheid op artikel 3, 12°;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar, inzonderheid op titel II ervan;

Gelet op de ministeriële rondzendbrief van 14 september 1998 betreffende de personeelsleden van de exploitatiemaatschappijen aangewezen door de regering;

Overwegende dat er nieuwe aanwijzingen doorgevoerd dienen te worden wegens wijzigingen in het personeel van de openbare vervoersmaatschappij Namen-Luxemburg en dat het mandaat van een ontslagnemend personeelslid van TEC Waals-Brabant ingetrokken dient te worden;

Op de voordracht van de minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Besluit :

Artikel 1. Met het opsporen en vaststellen van de inbreuken op het reglement over de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar en op artikel 25.1., 2° en 6°, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende Algemeen Reglement op de politie van het wegverkeer worden de personeelsleden belast waarvan hierna de naam volgt :

- Debiolles, Colette, adjunct-departementshoofd;
- Defaux, Vincent, exploitatiecontroleur;
- Bosendorf, Dominique, exploitatiecontroleur.

Betrokkenen hebben de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie.

Art. 2. Het mandaat van gerechtelijke politie van een ontslagnemend personeelslid van TEC Waals-Brabant wordt ingetrokken. Het betreft de heer Evrard Benoît.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 27 mei 2004.

Art. 4. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 2509

[2004/202016]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de la mise en œuvre de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales, en particulier les articles 15, 23, 26, § 2, et 33;

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux transports et aux plans de déplacements scolaires, en particulier l'article 29;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au transport public de personnes en Région wallonne, en particulier l'article 2, alinéa 2, 3°;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les modalités du financement de l'élaboration des plans communaux de mobilité en vertu de l'article 15 du décret du 1^{er} avril 2004, relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales ainsi que les modalités du financement de la mise en œuvre des mesures issues du plan communal de mobilité tel que prévu à l'article 23, § 1^{er}, de ce même décret;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les modalités du financement de la mise en œuvre des plans de déplacements scolaires conformément à l'article 29 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux transports et aux plans de déplacements scolaires;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 10 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 11 mars 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne donné le 7 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 17 mai 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 2 avril 2003;

Sur proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

Arrête :

Titre 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

- plan communal de mobilité : le document réalisé conformément au titre 3 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales;
- plan de déplacements scolaires : le document réalisé conformément au chapitre 3 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux transports et aux plans de déplacements scolaires;
- Ministre : le Ministre ayant les Transports et la Mobilité dans ses attributions;
- décret relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales : le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales;
- conseiller en mobilité : personne visée à l'article 2, 6^o, du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locale;
- programme triennal des travaux : programme triennal des travaux subsidiés et adopté par le Gouvernement au sens du décret du 29 avril 2004 relatif aux subventions octroyées par la Région à certains investissements d'intérêt public.

Titre 2. — L'élaboration ou la révision d'un plan communal de mobilité

Art. 2. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, toute commune qui élabore un plan communal de mobilité bénéficie de la part du Ministre d'une subvention représentant 75 % des honoraires de l'auteur de projet ou de la charge du personnel communal relatif à l'élaboration du plan, si une ou plusieurs personnes sont spécifiquement affectées à ce projet, dont au moins un conseiller en mobilité, pour un montant maximum de deux cent mille euros. Ce montant est porté à deux cent cinquante mille euros pour les communes de plus de cinquante mille habitants.

La révision d'un plan communal de mobilité telle que visée à l'article 26, § 2, 1^o ou 2^o, est assimilée à une élaboration.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut octroyer une subvention à une commune pour couvrir un maximum de 75 % des coûts :

- d'une étude complémentaire au plan communal de mobilité;
- de l'encadrement ou de l'animation d'un processus de consultation ou de concertation, avec les citoyens et les représentants d'associations constituées, en lien avec le plan communal de mobilité, ou de la réécriture de documents issus du plan communal de mobilité dans un langage non technique;
- après avis de la commission de suivi visée à l'article 13 du décret relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales, d'une étude nécessaire à la mise en conformité du plan communal de mobilité visée à l'article 33 du dit décret.

Art. 3. L'octroi de la subvention visée à l'article 2 est subordonné à :

1^o l'existence d'une commission consultative en aménagement du territoire conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ou, le cas échéant, d'une commission locale de développement rural conformément à l'article 5 du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

2^o la présence d'un conseiller en mobilité au sein de l'administration communale.

Art. 4. § 1^{er}. Sur la base d'un courrier de motivation et d'une estimation budgétaire, la commune peut demander au Ministre un accord de principe sur le financement d'une étude visée à l'article 2. Le Ministre répond à la commune dans les deux mois qui suivent la réception de la demande.

La commune peut bénéficier de l'assistance technique de la Direction générale des Transports, notamment pour désigner un auteur de projet, obtenir un cahier des charges type ou rédiger une convention entre la commune et l'auteur de projet.

§ 2. Le dossier de la demande de subvention, adressé au Ministre, est déposé par le collègue des bourgmestre et échevins auprès de la Direction générale des Transports, qui instruit le dossier. Il contient :

1^o une copie de la délibération du conseil communal décidant d'élaborer, de réviser ou de compléter le plan communal de mobilité;

2^o une copie de la délibération du conseil communal désignant un auteur de projet, accompagné du rapport d'adjudication;

3^o le cas échéant, une copie de la convention conclue entre la commune et l'auteur de projet désigné;

4^o sur la base d'un justificatif, le montant des honoraires de l'auteur de projet et, le cas échéant, le détail de la charge du personnel communal relatif au travail de conception et d'élaboration du plan communal de mobilité à l'exclusion des prestations d'un conseiller en mobilité bénéficiant d'une subvention conformément à l'article 23, § 3, du décret relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales.

§ 3. Une convention est conclue entre le Ministre et la commune pour régler les modalités particulières d'utilisation de la subvention relative à l'étude.

§ 4. Pour l'élaboration, la révision ou la mise en conformité d'un plan communal de mobilité, l'auteur de projet visé au § 2, 2^o, est agréé conformément à l'article 14 du décret relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales.

Art. 5. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

- 1° trente pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre;
- 2° trente pour cent de la subvention sur la base de justificatifs attestant la fin du plan accompagnés, le cas échéant, des justificatifs de frais de personnel;
- 3° quarante pour cent de la subvention après l'adoption du plan communal de mobilité par le conseil communal à l'issue du délai prévu l'article 21, § 2, du décret relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales.

Art. 6. Lorsque le groupement de communes est jugé pertinent par le Ministre, le montant maximum visé à l'article 2 est multiplié par le nombre de communes groupées.

Titre 3. — La mise en œuvre des mesures issues du plan communal de mobilité ou du plan de déplacements scolaires

CHAPITRE I^{er}. — Investissements régionaux de partenariat

Art. 7. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut allouer à la Société régionale wallonne du Transport des subventions à concurrence de 100 % pour la réalisation d'investissements répondant aux trois conditions suivantes :

- 1° ils sont inscrits en ordre utile dans un plan communal de mobilité adopté;
- 2° ils nécessitent un partenariat entre plusieurs maîtres d'ouvrage;
- 3° ils visent à :
 - favoriser la convivialité entre les différents modes de déplacements; ou
 - faciliter le développement des transports publics, de la voiture partagée, du vélo, ou de la marche et améliorer l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite; ou
 - améliorer la sécurité routière.

Art. 8. La Société régionale wallonne du Transport, après concertation avec la Direction générale des Autoroutes et Routes et la Direction générale des Transports, soumet chaque année à l'approbation du Ministre un programme d'investissement pluriannuel reprenant l'ensemble des projets d'investissements visés à l'article 7 subsidiables pendant la période considérée.

Chaque projet fait l'objet d'un dossier comprenant une présentation globale, les partenariats nécessaires, l'étude financière, l'échéancier de réalisation, la programmation des marchés nécessaires à celle-ci, la programmation financière des engagements et des paiements.

Art. 9. § 1^{er}. Sur la base du programme pluriannuel, la Société régionale wallonne du Transport soumet au Ministre au plus tard le 15 juillet de chaque année le programme annuel des marchés à subventionner au cours de l'exercice budgétaire suivant.

Chaque projet fait l'objet d'un dossier comportant la description et la justification des opérations projetées, notamment au vu du plan communal de mobilité de la commune concernée, un devis estimatif et un programme de leur exécution ainsi que la répartition de la maîtrise d'ouvrage des projets avec la Direction générale des Autoroutes et Routes.

§ 2. Le Ministre arrête le programme annuel et l'inscrit au programme justificatif du décret budgétaire.

Il procède dans les trente jours de l'approbation du programme annuel et au plus tôt le 15 janvier de l'exercice budgétaire concerné à l'engagement des subventions et le notifie à la Société régionale.

§ 3. A l'issue du délai de trois ans mentionné à l'article 10, si un marché prévu au programme n'est pas notifié, le Ministre procède à l'annulation de la partie de l'engagement correspondant. Le Ministre peut prolonger ce délai d'un an.

Art. 10. Pendant la période de trois ans qui suit la date d'approbation d'un programme annuel, la Société régionale wallonne du Transport peut, après concertation avec la Direction générale des Autoroutes et Routes et la Direction générale des Transports, présenter à l'approbation du Ministre des modifications à apporter audit programme dans le respect du montant et de la procédure visés aux articles 8 et 9.

Art. 11. Les subventions sont liquidées de la façon suivante :

- 1° la moitié du montant initial du marché est liquidé, dans le mois de la demande de la Société régionale wallonne du Transport, sur la base de la date de la délivrance de l'ordre de commencer les prestations;
- 2° le solde du montant total du marché est liquidé sur la base du décompte final des prestations.

CHAPITRE II. — Financements communaux complémentaires

Art. 12. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut allouer aux communes disposant d'un plan communal de mobilité adopté ou révisé globalement depuis moins de 12 ans ou d'un plan de déplacements scolaires dont le Ministre a pris acte depuis moins de 5 ans une subvention pour la réalisation de projets répondant aux conditions suivantes :

- 1° ils sont inscrits en ordre utile dans le plan communal de mobilité adopté ou dans un plan de déplacements scolaires;
- 2° ils visent à :
 - favoriser la convivialité entre les différents modes de déplacements;
 - faciliter le développement des transports publics, de la voiture partagée, du vélo, ou de la marche et améliorer l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite;
 - améliorer la sécurité routière;
- 3° ils ne sont pas inclus ou n'ont pas été retirés du programme triennal des travaux.

§ 2. La subvention couvre 75 % du montant du projet et est limitée à 150.000 euros pour les communes inférieures à 10 000 habitants, à 200.000 euros pour les communes de 10 000 à moins de 50 000 habitants et à 250.000 euros pour les communes de plus de 50 000 habitants.

Art. 13. § 1^{er}. Les dossiers sont introduits par les communes, à l'attention du Ministre auprès de la Direction générale des Transports pour le 1^{er} décembre.

Chaque dossier contient au minimum :

- la description détaillée du projet, comprenant notamment les objectifs, le lien avec le plan communal de mobilité ou le plan de déplacements scolaires;
- les partenariats nécessaires à la réalisation du projet et les liens existants, le cas échéant, avec d'autres mesures ou projets inscrits au plan communal de mobilité;
- l'estimation chiffrée du projet ainsi que le calendrier prévu pour la réalisation du projet.

Art. 14. § 1^{er}. Sur proposition de la Direction générale des Transports, le Ministre envoie pour le 1^{er} février une promesse de subvention aux communes retenues.

§ 2. Cette promesse est conditionnée à la délivrance par la commune à la Direction générale des Transports, dans les huit mois qui suivent la notification de la promesse de subvention et au plus tard pour le 1^{er} octobre, d'un dossier complémentaire contenant au minimum :

- le cahier des charges, les métrés et plans de l'aménagement proposé, le cas échéant, ainsi que les estimations financières détaillées;
- une note certifiant que la commune est propriétaire des terrains concernés, le cas échéant, ou que le propriétaire des terrains concernés accepte la réalisation des travaux, ou encore la délibération du conseil communal décidant de l'expropriation des terrains concernés;
- l'avis de la commission consultative en aménagement du territoire, ou, le cas échéant, de la commission locale de développement rural; le défaut d'avis au dossier est motivé;
- le calendrier programmé de la mise en œuvre pour les projets immatériels.

§ 3. Lorsqu'un permis d'urbanisme est nécessaire, une réunion de concertation avec le fonctionnaire délégué est organisée. Le compte-rendu de cette réunion est joint au dossier complémentaire.

§ 4. La promesse de subvention à une commune visée au § 1^{er}, est, à la date du 1^{er} octobre, subordonnée le cas échéant :

- au démarrage des travaux relatifs à une subvention visée à l'article 12 attribuée l'année budgétaire précédente, ou
- à l'absence un retard supérieur à 50 % du calendrier de réalisation d'un projet immatériel relatif à une subvention visée à l'article 12 attribuée l'année budgétaire précédente.

Sont considérées comme faisant partie des subventions visées à l'article 12 les subventions octroyées aux communes sous le titre de "crédits d'impulsion" pour les années 1999 à 2004.

Art. 15. La subvention est liquidée de la façon suivante :

- 15 % dès l'adoption de l'arrêté de subvention par le Ministre;
- 35 % sur la base de la délibération du conseil communal attribuant le marché, accompagnée du rapport d'adjudication et de la notification du marché;
- le solde sur la base du procès-verbal de réception provisoire des travaux, le cas échéant, et du décompte final.

Art. 16. A l'issue d'un délai de deux ans à dater de la notification de la subvention par le Ministre, si le solde de la subvention n'est pas liquidé, le bénéficiaire perd le droit à la subvention pour la partie non exécutée. Le Ministre peut prolonger ce délai d'une période limitée.

Art. 17. § 1^{er}. Le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales entre en vigueur le 1^{er} novembre 2004.

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2004.

Art. 18. Le Ministre des Transports et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004

Le Ministre Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,

J. DARAS

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2004 — 2509

[2004/202016]

27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Finanzierung der Ausarbeitung von kommunalen Mobilitätsplänen und der Durchführung von kommunalen Mobilitätsplänen und Schülertransportplänen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit, insbesondere der Artikel 15, 23, 26 § 2, und 33;

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne, insbesondere Artikel 29;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere Art. 2, Absatz 2, 3°;

In der Erwägung, dass die Modalitäten für die Finanzierung der Ausarbeitung der kommunalen Mobilitätspläne aufgrund Art. 15 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit, und diejenigen für die Finanzierung der Durchführung der Maßnahmen, die aufgrund Art. 23, § 1 dieses Dekrets auf dem kommunalen Mobilitätsplan beruhen, näher bestimmt werden sollten;

In der Erwägung, dass die Modalitäten für die Finanzierung der Durchführung der Schülertransportpläne in Übereinstimmung mit Art. 29 des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne näher bestimmt werden müssen;

Aufgrund des am 10. März 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. März 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 7. April 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 17. Mai 2004 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 2. April 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Beschließt:

Titel 1. — Definitionen

Artikel 1. - Im vorliegenden Erlass gelten folgende Definitionen:

- kommunaler Mobilitätsplan: die in Übereinstimmung mit Titel 3 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit ausgefertigte Unterlage;
- Schülertransportplan: die in Übereinstimmung mit Kapitel 3 des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne ausgefertigte Unterlage;
- Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen und die Mobilität gehören;
- Dekret über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit : das Dekret vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit;
- Mobilitätsberater: die in Art. 2, 6° des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit gemeinte Person;
- Dreijahresarbeitsprogramm: Dreijahresprogramm der bezuschussten Arbeiten, so wie es im Sinne des Dekrets vom 29. April 2004 über die Zuschüsse, die von der Region für bestimmte Investitionen öffentlichen Interesses gewährt werden, von der Regierung verabschiedet worden ist.

Titel 2. — Ausarbeitung oder Revision eines kommunalen Mobilitätsplans

Art. 2. - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel erhält jede Gemeinde, die einen kommunalen Mobilitätsplan ausarbeitet, vom Minister einen Zuschuss, der 75% des Honorars des Projektautors oder des Aufwands für das mit der Ausarbeitung des besagten Plans beauftragte gemeindliche Personal, wenn eine oder mehrere Personen spezifisch für dieses Projekt eingesetzt werden, darstellt; eine dieser Personen muss ein Mobilitätsberater sein. Der Höchstbetrag des Zuschusses wird auf zweihunderttausend Euro festgelegt. Für die Gemeinden mit mehr als fünfzigtausend Einwohnern wird dieser Betrag auf zweihundertfünfzigtausend Euro erhöht.

Die Revision eines kommunalen Mobilitätsplans im Sinne von Art. 26, § 2, 1° oder 2°, wird einer Ausarbeitung gleichgestellt.

§ 2. Innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister einer Gemeinde einen Zuschuss gewähren, um höchstens 75% der Kosten für Folgendes zu decken:

- eine zusätzliche Studie zum kommunalen Mobilitätsplan;
- die Begleitung oder Anregung eines Verfahrens zur Anhörung oder Konzertierung mit den Bürgern und den Vertretern von konstituierten Vereinigungen in Zusammenhang mit dem kommunalen Mobilitätsplan, oder die Überarbeitung in nicht-technischer Sprache von Unterlagen, die auf dem kommunalen Mobilitätsplan beruhen.
- nach Begutachtung durch den in Art. 13 des Dekrets über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit erwähnten Überwachungsausschuss: eine Studie, die für die Angleichung des kommunalen Mobilitätsplans im Sinne von Art. 33 des besagten Dekrets nötig ist.

Art. 3. - Die Gewährung des in Art. 2 gemeinten Zuschusses ist durch Folgendes bedingt:

1° das Vorhandensein eines kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung im Sinne von Art. 7 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, oder ggf. einer örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung in Übereinstimmung mit Art. 5 des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

2° die Anwesenheit eines Mobilitätsberaters innerhalb der Gemeindeverwaltung.

Art. 4. - § 1. Auf der Grundlage eines Begründungsschreibens und einer budgetären Veranschlagung kann die Gemeinde den Minister um eine prinzipielle Zustimmung zur Finanzierung einer Studie im Sinne von Art. 2 ersuchen. Der Minister stellt der Gemeinde seine Antwort innerhalb zwei Monaten nach Eingang des Antrags zu.

Die Gemeinde kann die technische Unterstützung der Generaldirektion des Transportwesens erhalten, insbesondere um einen Projektautor zu bestimmen, ein Musterlastenheft zu erhalten oder eine Vereinbarung zwischen der Gemeinde und dem Projektautor zu verfassen.

§ 2. Die an den Minister gerichtete Akte zur Beantragung des Zuschusses wird vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium bei der Generaldirektion des Transportwesens hinterlegt; letztere ist mit der Prüfung der Akte beauftragt. Diese Akte enthält:

1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderats, in dem beschlossen wird, den kommunalen Mobilitätsplan auszuarbeiten, zu revidieren oder zu ergänzen;

2° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderats, in dem ein Projektautor bestimmt wird; dieser Abschrift wird der Bericht über die Ausschreibung beigelegt;

3° ggf. eine Abschrift der zwischen der Gemeinde und dem bestimmten Projektautor abgeschlossenen Vereinbarung;

4° auf der Grundlage eines Belegs: den Betrag des Honorars des Projektautors und ggf. die detaillierten Angaben zu den Kosten für das Gemeindepersonal in Zusammenhang mit dessen Leistungen für den Entwurf und die Ausarbeitung des kommunalen Mobilitätsplans unter Ausschluss der Leistungen eines Mobilitätsberaters, für den ein Zuschuss in Übereinstimmung mit Art. 23, § 3 des Dekrets über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit in Bezug genommen wird.

§ 3. Zwischen dem Minister und der Gemeinde wird eine Vereinbarung abgeschlossen, um die besonderen Modalitäten für die Benutzung des Zuschusses bezüglich der Studie abzustimmen.

§ 4. Für die Ausarbeitung, die Revision oder die Angleichung eines kommunalen Mobilitätsplans hat der in § 2, 2° erwähnte Projektautor in Übereinstimmung mit Art. 14 des Dekrets über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit zugelassen zu sein.

Art. 5. - Die Auszahlung des Zuschusses findet wie folgt statt:

1° dreißig Prozent des Zuschusses durch den Minister bei der Genehmigung der Akte zur Beantragung des Zuschusses;

2° dreißig Prozent des Zuschusses auf der Grundlage von Belegen, die bescheinigen, dass der Plan zu Ende gebracht worden ist; diesen Belegen sind ggf. die Belege für die Personalkosten zuzufügen;

3° vierzig Prozent des Zuschusses nach der Verabschiedung des kommunalen Mobilitätsplans durch den Gemeinderat nach Ablauf der in Art. 21, § 2, des Dekrets über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit vorgesehenen Frist.

Art. 6. - Wird der Gemeindezusammenschluss vom Minister als relevant erachtet, so wird der in Art. 2 erwähnte Höchstbetrag mit der Anzahl der zusammengeschlossenen Gemeinden multipliziert.

Titel 3. — Durchführung der sich aus dem kommunalen Mobilitätsplan oder dem Schülertransportplan ergebenden Maßnahmen

KAPITEL I — Regionale Investitionen im Rahmen von Partnerschaften

Art. 7. - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ist der Minister befugt, der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) 100%-ige Zuschüsse zu gewähren für die Tätigkeit von Investitionen, die den folgenden drei Bedingungen genügen:

1° sie sind in einem bereits verabschiedeten kommunalen Mobilitätsplan zweckdienlich angeführt;

2° sie erfordern eine Partnerschaft zwischen mehreren Bauherren;

3° sie bezwecken:

- die Förderung der Benutzerfreundlichkeit zwischen unterschiedlichen Transportmitteln, oder
- die Förderung der öffentlichen Transportmittel, des Car-Sharing, des Fahrrads, oder des Fußgängerverkehrs und die Verbesserung der Zugänglichkeit für Personen mit eingeschränkter Mobilität, oder
- die Verbesserung der Verkehrssicherheit.

Art. 8. - Jedes Jahr, nachdem die "Société régionale wallonne du Transport" sich mit der Generaldirektion der Autobahnen und Straßen und der Generaldirektion des Transportwesens abgestimmt hat, unterbreitet sie dem Minister ein mehrjähriges Investitionsprogramm zur Genehmigung, das die gesamten in Art. 7 erwähnten, während des betroffenen Zeitraums bezuschussbaren Investitionsprojekte enthält.

Jedes Projekt ist Gegenstand einer Akte, die folgende Angaben enthält: eine allgemeine Darstellung, die notwendigen Partnerschaften, die finanzielle Studie, die Durchführungsplanung, die Programmierung der diesbezüglichen notwendigen Aufträge, die finanzielle Planung der Ausgabenverpflichtungen und Zahlungen.

Art. 9. - § 1. Auf der Grundlage des mehrjährigen Programms unterbreitet die "Société régionale wallonne du Transport" dem Minister spätestens am 15. Juli eines jeden Jahres das jährliche Programm der im Laufe des folgenden Haushaltsjahres zu bezuschussenden Aufträge.

Jedes Projekt ist Gegenstand einer Akte, die die Beschreibung und Rechtfertigung der geplanten Aktionen enthält, insbesondere angesichts des kommunalen Mobilitätsplans der betroffenen Gemeinde, sowie einen Kostenvoranschlag und eine Planung deren Durchführung, sowie die Verteilung der Bauherrschaft über die Projekte mit der Generaldirektion der Autobahnen und Straßen.

§ 2. Der Minister verabschiedet das Jahresprogramm und erwähnt es im Begründungsprogramm zum Dekret zur Festlegung des Haushaltsplans.

Innerhalb von dreißig Tagen nach der Genehmigung des Jahresprogramms und frühestens am 15. Januar des betreffenden Haushaltsjahres legt er die Ausgabenverpflichtungen für die Zuschüsse fest, und stellt er das Programm der "Société régionale" zu.

§ 3. Wenn ein im Programm vorgesehener Auftrag am Ablauf des in Art. 10 erwähnten dreijährigen Zeitraums nicht notifiziert wird, annulliert der Minister den Teil der entsprechenden Verpflichtung. Der Minister kann diese Frist um ein Jahr verlängern.

Art. 10. - Während des dreijährigen Zeitraums nach dem Tag der Zustimmung eines Jahresprogramms kann die "Société régionale wallonne du Transport" nach Abstimmung mit der Generaldirektion der Autobahnen und Straßen und der Generaldirektion des Transportwesens dem Minister Abänderungen am besagten Programm zur Genehmigung unterbreiten, wobei der Betrag und das Verfahren nach Artikeln 8 und 9 zu beachten sind.

Art. 11. - Die Zuschüsse werden wie folgt ausgezahlt:

1° die Hälfte des ursprünglichen Betrags des Auftrags wird innerhalb eines Monats nach dem Antrag der "Société régionale wallonne du Transport" ausgezahlt, auf Grundlage des Datums der Ausstellung des Befehls zum Anfang der Arbeiten;

2° der Restbetrag der Gesamtsumme des Auftrags wird auf Grundlage der Gesamtabrechnung der Leistungen ausgezahlt.

KAPITEL II — *Zusätzliche Finanzierungen zugunsten der Gemeinden*

Art. 12. - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ist der Minister befugt, um den Gemeinden, die über einen seit weniger als 12 Jahren verabschiedeten oder global revidierten kommunalen Mobilitätsplan oder einen Schülertransportplan, der vom Minister seit weniger als 5 Jahren zur Kenntnis genommen worden ist, verfügen, einen Zuschuss zwecks der Durchführung von Projekten zu gewähren, die den folgenden Bedingungen genügen:

1° sie sind in dem bereits verabschiedeten kommunalen Mobilitätsplan oder einem Schülertransportplan zweckdienlich angeführt;

2° sie bezwecken:

- die Förderung der Benutzerfreundlichkeit zwischen unterschiedlichen Transportmitteln;
- die Förderung der öffentlichen Transportmittel, des Car-Sharing, des Fahrrads, der und die Verbesserung der Zugänglichkeit für Personen mit eingeschränkter Mobilität;
- die Verbesserung der Verkehrssicherheit;

3° sie sind im Dreijahresarbeitsprogramm nicht enthalten, oder sind nicht davon zurückgenommen worden.

§ 2. Der Zuschuss deckt 75% des Betrags des Projekts und ist auf 150.000 Euro für die Gemeinden mit einer Bevölkerung unter 10 000 Einwohnern, auf 200.000 Euro für die Gemeinden mit einer Bevölkerung zwischen 10 000 und weniger als 50 000 Einwohnern und auf 250.000 Euro für die Gemeinden mit einer Bevölkerung über 50 000 Einwohnern begrenzt.

Art. 13. - § 1. Die Akten werden von den Gemeinden vor dem 1. Dezember bei der Generaldirektion des Transportwesens zu Händen des Ministers eingereicht.

Jede Akte enthält mindestens:

- die detaillierte Beschreibung des Projekts einschließlich der Ziele, des Zusammenhangs mit dem kommunalen Mobilitätsplan oder dem Schülertransportplan;
- die für die Durchführung des Projekts notwendigen Partnerschaften und ggf. die bereits bestehenden Zusammenhänge mit anderen im kommunalen Mobilitätsplan aufgenommenen Maßnahmen oder Projekten;
- die Veranschlagung der Kosten für das Projekt und die Kalenderplanung für dessen Durchführung.

Art. 14. - § 1. Auf Vorschlag der Generaldirektion des Transportwesens übermittelt der Minister den ausgewählten Gemeinden zum 1. Februar eine Zuschusszusage.

§ 2. Diese Zusage wird durch die Übermittlung durch die Gemeinde einer zusätzlichen Akte an die Generaldirektion des Transportwesens innerhalb von 8 Monaten nach der Zustellung der Zuschusszusage und spätestens zum 1. Oktober bedingt; diese zusätzliche Akte enthält mindestens:

- das Lastenheft, die Aufmaße und ggf. die Pläne der projektierten Einrichtung, sowie die detaillierten finanziellen Veranschlagungen;
- eine Notiz, in der ggf. bestätigt wird, dass die Gemeinde Eigentümerin der betroffenen Grundstücke ist oder dass der Eigentümer der betroffenen Grundstücke die Durchführung der Arbeiten akzeptiert, oder aber den Beschluss des Gemeinderates zur Enteignung der betreffenden Grundstücke;
- das Gutachten des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung oder ggf. der Örtlichen Kommission zur ländlichen Entwicklung; das Fehlen eines Gutachtens in der Akte muss begründet werden;
- die Kalenderplanung für die Durchführung von immateriellen Projekten.

§ 3. Ist eine Städtebauordnung erforderlich, so wird eine Konzertierungsversammlung mit dem beauftragten Beamten organisiert. Das Protokoll dieser Versammlung wird der zusätzlichen Akte beigefügt.

§ 4. Die in § 1 erwähnte Zuschusszusage an eine Gemeinde ist am 1. Oktober ggf. durch Folgendes bedingt:

- den tatsächlichen Anfang der Arbeiten bezüglich eines in Art. 12 erwähnten, im Laufe des vorhergehenden Haushaltsjahres gewährten Zuschusses; oder
- die Tatsache, dass es keine Verzögerung von mehr als 50% zur Kalenderplanung für die Durchführung eines immateriellen Projekts gibt bezüglich eines in Art. 12 erwähnten, im Laufe des vorhergehenden Haushaltsjahres gewährten Zuschusses.

Die Zuschüsse, die den Gemeinden für die Jahre 1999 bis 2004 als "Impulskredite" gewährt werden, werden als Zuschüsse im Sinne vom Art. 12 betrachtet.

Art. 15. - Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

- 15% sofort nach der Verabschiedung des Bezuschussungserlasses durch den Minister;
- 35% auf der Grundlage des Beschlusses des Gemeinderats, durch den der Auftrag vergeben wird; diesem Beschluss wird der Bericht über die Ausschreibung und die Zustellung des Markts beigefügt;
- der Restbetrag auf der Grundlage des Protokolls über die vorläufige Abnahme der Arbeiten oder ggf. der Schlussabrechnung.

Art. 16. - Wenn der Saldo des Zuschusses am Ablauf einer zweijährigen Frist ab der Zustellung des Zuschusses durch den Minister nicht ausgezahlt worden ist, verliert der Bezugsberechtigte den Anspruch auf den Zuschuss für den nicht durchgeführten Teil. Der Minister ist befugt, diese Frist um einen beschränkten Zeitraum zu verlängern.

Art. 17. - § 1. Das Dekret vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit tritt am 1. November 2004 in Kraft.

§ 2. Der vorliegende Erlass tritt am 1. November 2004 in Kraft.

Art. 18. - Der Minister des Transportwesens und der Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2004 — 2509

[2004/202016]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de financiering van de uitwerking van gemeentelijke mobiliteitsplannen en van de uitvoering van gemeentelijke mobiliteitsplannen en het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid, inzonderheid op de artikelen 15, 23, 26, § 2, en 33;

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2, tweede lid, 3°;

Overwegende dat de nadere regels voor de financiering van de uitwerking van de gemeentelijke mobiliteitsplannen krachtens artikel 15 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid, evenals de nadere regels voor de financiering van de uitwerking van de maatregelen uit het gemeentelijk mobiliteitsplan zoals bepaald in artikel 23, § 1, van datzelfde decreet bepaald dienen te worden;

Overwegende dat de nadere regels voor de financiering van de uitvoering van de plannen inzake schoolverplaatsingen overeenkomstig artikel 29 van het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen bepaald dienen te worden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 maart 2004;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 7 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Besluit :

Titel 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

- gemeentelijk mobiliteitsplan : het document dat wordt opgemaakt overeenkomstig titel 3 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid;
- plan inzake schoolverplaatsingen : het document dat wordt opgemaakt overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;
- minister : de Minister bevoegd voor Vervoer en Mobiliteit;
- decreet betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid : het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid;
- mobiliteitsadviseur : de persoon bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid;
- driejarenprogramma voor werken : driejarenprogramma voor gesubsidieerde werken, aangenomen door de regering in de zin van het decreet van 29 april 2004 betreffende de subsidies toegekend door het Gewest aan bepaalde investeringen van openbaar nut.

Titel 2. — Uitwerking en herziening van een gemeentelijk mobiliteitsplan

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten komt elke gemeente die een gemeentelijk mobiliteitsplan uitwerkt vanwege de minister in aanmerking voor een subsidie die 75 % vertegenwoordigt van het ereloon van de projectontwerper of van de gemeentelijke personeelslasten voor de uitwerking van dat plan indien één of meerdere personen specifiek ingezet worden voor dat project, waaronder hoe dan ook één mobiliteitsadviseur, met een maximumbedrag van tweehonderdduizend euro. Dat bedrag wordt op tweehonderdvijftigduizend euro gebracht voor de gemeenten die meer dan vijftigduizend inwoners tellen.

De herziening van een gemeentelijk mobiliteitsplan zoals bedoeld in artikel 26, § 2, 1° of 2°, wordt gelijkgesteld met een uitwerking.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de minister een subsidie toekennen aan een gemeente om een maximum van 75 % van de kosten te dekken met betrekking tot :

- een studie ter aanvulling van het gemeentelijk mobiliteitsplan;
- de begeleiding en de animatie van een raadplegings- of overleggronde met de burgers en de vertegenwoordigers van gestelde verenigingen, in verband met het gemeentelijk mobiliteitsplan of het hertalen van documenten uit het gemeentelijk mobiliteitsplan;
- na advies van de opvolgingscommissie bedoeld in artikel 13 van het decreet betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid, een studie voor het conformmaken van het gemeentelijk mobiliteitsplan bedoeld in artikel 33 van dat decreet.

Art. 3. De toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 2 wordt ondergeschikt gemaakt aan :

1° het bestaan van een adviesverlenende commissie op het vlak van ruimtelijke ordening, overeenkomstig artikel 7 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium of, in voorkomend geval, een plaatselijke commissie voor landelijke ontwikkeling overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 6 juni 1991 betreffende de landelijke ontwikkeling;

2° de aanwezigheid van een mobiliteitsadviseur in het gemeentebestuur.

Art. 4. § 1. Op grond van een motiveringsschrijven en een begrotingsraming kan de gemeente de minister om een beginselakkoord verzoeken over de financiering van een studie zoals bedoeld in artikel 2. De minister beantwoordt het verzoek van de gemeente binnen de twee maanden volgend op de ontvangst van dat verzoek.

De gemeente kan voor technische bijstand van het Directoraat-generaal Vervoer in aanmerking komen, meer bepaald om een projectontwerper aan te wijzen, een modelbestek te krijgen of een overeenkomst tussen de gemeente en de projectontwerper op te stellen.

§ 2. Het dossier van de subsidieaanvraag, gericht aan de minister, wordt door het college van burgemeester en schepenen ingediend bij het Directoraat-generaal Vervoer, dat het dossier behandelt. Het dossier bevat :

1° een afschrift van het gemeenteraadsbesluit van de tot uitwerking, herziening of aanvulling van het gemeentelijk mobiliteitsplan;

2° een afschrift van het gemeenteraadsbesluit tot aanwijzing van een projectontwerper met, als bijlage, het aanbestedingsverslag;

3° in voorkomend geval, een afschrift van de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de aangewezen projectontwerper;

4° op grond van een verantwoordingsstuk, het bedrag van het ereloon van de projectontwerper en, in voorkomend geval, de gedetailleerde gemeentelijke personeelslasten voor de opmaak en de uitwerking van het gemeentelijk mobiliteitsplan, de prestaties van een mobiliteitsadviseur die in aanmerking komt voor een subsidie overeenkomstig artikel 23, § 3, van het decreet betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid uitgesloten.

§ 3. Er wordt een overeenkomst gesloten tussen de minister en de gemeente ter regeling van de bijzonderheden in het gebruik van de subsidie met betrekking tot de studie.

§ 4. Voor de uitwerking, de herziening of het conformmaken van een gemeentelijk mobiliteitsplan wordt de projectontwerper bedoeld in § 2, 2°, erkend overeenkomstig artikel 14 van het decreet betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid.

Art. 5. De vereffening van de subsidie geschiedt als volgt :

1° dertig percent van de subsidie bij goedkeuring van het dossier voor de subsidieaanvraag door de minister;

2° dertig percent van de subsidie op grond van verantwoordingsstukken waaruit het doel van het plan blijkt, met, in voorkomend geval, als bijlage, de verantwoordingsstukken inzake personeelskosten;

3° veertig percent van de subsidie na goedkeuring van het gemeentelijk mobiliteitsplan door de gemeenteraad na afloop van de termijn bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid.

Art. 6. Indien de groepering van gemeenten door de minister relevant wordt geacht, wordt het maximumbedrag bedoeld in artikel 2 vermenigvuldigd door het aantal gegroepeerde gemeenten.

Titel 3. — Uitvoering van de maatregelen uit het gemeentelijk mobiliteitsplan of het plan inzake de schoolverplaatsingen

HOOFDSTUK I. — Investerings van het Gewest uit hoofde van samenwerkingsverbanden

Art. 7. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de minister de "Société régionale wallonne du Transport" (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij) subsidies toewijzen ten belope van 100 % voor de verwezenlijking van investeringen die voldoen aan de drie hierna omschreven voorwaarden :

1° zij bekleden een nuttige plaats in een aangenomen gemeentelijk mobiliteitsplan;

2° zij maken een samenwerkingsverband tussen verschillende opdrachtgevers nodig;

3° zij beogen;

— een gebruikersvriendelijke overgang tussen verschillende vervoersmodi; of

— een verbeterde totstandkoming voor het openbaar vervoer, het carpoolen, het fietsen of het stappen of voor de toegankelijkheid voor personen met beperkte beweeglijkheid; of

— een betere verkeersveiligheid.

Art. 8. De "Société régionale wallonne du Transport" legt jaarlijks na overleg met het Directoraat-generaal Autowegen en Wegen en het Directoraat-generaal Vervoer een investeringsprogramma over meerdere jaren waarin alle subsidiabele investeringsprogramma's bedoeld in artikel 7 over de betrokken periode opgenomen zijn, ter goedkeuring aan de minister voor.

Voor elk project wordt er een dossier opgesteld dat een algemene presentatie, de noodzakelijke samenwerkingsverbanden, de financiële studie, de uitvoeringskalender, de programmering van de noodzakelijke overheidsopdrachten, de financiële programmering van de vastleggingen en betalingen inhoudt.

Art. 9. § 1. Op grond van het meerjarenprogramma legt de "Société régionale wallonne du Transport" de minister jaarlijks uiterlijk op 15 juli het tijdens het daaropvolgend begrotingsjaar te subsidiëren overheidsopdrachtenprogramma voor.

Voor elk project wordt een dossier opgesteld waarin de omschrijving en de verantwoording van de in het vooruitzicht gestelde verrichtingen wordt opgenomen, meer bepaald tegenover het gemeentelijk mobiliteitsplan van de betrokken gemeente, alsmede een ramend bestek en een programma van uitvoering ervan en de verdeling van het bouwheerschap van de projecten met het Directoraat-generaal Autowegen en Wegen.

§ 2. De minister stelt het jaarlijks programma vast en neemt het op in het verantwoordingsprogramma van het begrotingsdecreet.

Binnen de dertig dagen na goedkeuring van het jaarlijks programma en ten vroegste op 15 januari van het betrokken begrotingsjaar worden de subsidies vastgelegd en daarvan wordt aan de "Société régionale" kennis gegeven.

§ 3. Na afloop van de termijn van drie jaar vermeld in artikel 10 wordt het deel van de overeenstemmende vastlegging door de minister tenietgedaan indien er niet kennis is gegeven van een overheidsopdracht bepaald in het programma. De minister kan die termijn met één jaar verlengen.

Art. 10. Tijdens de periode van drie jaar volgend op de datum van goedkeuring van een jaarlijks programma kan de "Société régionale" na overleg met het Directoraat-generaal Autowegen en Wegen en het Directoraat-generaal Vervoer wijzigingen in dat programma, met inachtneming van het bedrag en de procedure bedoeld in de artikelen 8 en 9, ter goedkeuring aan de minister voorleggen.

Art. 11. De subsidies worden als volgt vereffend :

1° de helft van het aanvankelijk bedrag van de overheidsopdracht wordt vereffend binnen de maand van de aanvraag van de "Société régionale", op grond van de datum van het bevel om de prestaties aan te vangen;

2° het overblijvend bedrag van de overheidsopdracht wordt vereffend op grond van de eindafrekening van de prestaties.

HOOFDSTUK II. — Aanvullende gemeentelijke financieringen

Art. 12. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de minister de gemeenten die over een aangenomen of een globaal sinds minder dan twaalf jaar herzien gemeentelijke mobiliteitsplan dan wel over een plan inzake schoolverplaatsingen waarvan de minister sinds minder dan vijf jaar akte genomen heeft, beschikken, een subsidie toewijzen voor de verwezenlijking van projecten die aan volgende voorwaarden voldoen :

1° zij bekleden een nuttige plaats in het aangenomen gemeentelijk mobiliteitsplan of in een plan inzake schoolverplaatsingen;

2° zij beogen

- een gebruikersvriendelijke overgang tussen verschillende verplaatsingswijzen; of
- een verbeterde totstandkoming voor het openbaar vervoer, het carpoolen, het fietsen of het stappen of voor de toegankelijkheid voor personen met beperkte beweeglijkheid; of
- een betere verkeersveiligheid;

3° zij zijn niet inbegrepen in of zijn niet teruggetrokken uit het driejarenprogramma voor werken.

§ 2. De subsidie dekt 75 % van het bedrag van het project en wordt beperkt tot 150.000 euro voor de gemeenten met minder dan 10 000 inwoners, tot 200.000 euro voor de gemeenten die van 10 000 tot minder dan 50 000 inwoners tellen en tot 250.000 euro voor de gemeenten met meer dan 50 000 inwoners.

Art. 13. § 1. De dossiers worden door de gemeenten tegen 1 december ingediend bij het Directoraat-generaal Vervoer ter attentie van de minister. Elk dossier bevat minstens :

- de gedetailleerde omschrijving van het project, met inbegrip van meer bepaald de doelstellingen, het verband met het gemeentelijk mobiliteitsplan of het plan inzake schoolverplaatsingen;
- de samenwerkingsverbanden die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het project en de eventuele banden met andere maatregelen of projecten die opgenomen zijn in het gemeentelijk mobiliteitsplan;
- de cijfermatige raming van het project, evenals het tijdschema dat voor de verwezenlijking van het project bepaald wordt.

Art. 14. § 1. Op voorstel van het Directoraat-generaal Vervoer richt de minister tegen 1 februari een belofte tot subsidie aan de in aanmerking genomen gemeenten.

§ 2. Die belofte wordt verbonden aan de voorwaarde dat de gemeente het Directoraat-generaal Vervoer binnen de acht maanden volgend op de kennisgeving van de belofte tot subsidiëring en uiterlijk tegen 1 oktober een aanvullend dossier overmaakt met minstens :

- het bestek, de opmetingsstaten en de plannen voor de in het vooruitzicht gestelde inrichting, evenals de gedetailleerde financiële ramingen;
- een nota waarin bevestigd wordt dat de gemeente eigenaar is van de betrokken gronden, in voorkomend geval, of dat de eigenaar van de betrokken gronden de verwezenlijking van de werken aanvaardt of nog de beslissing van de gemeenteraad tot onteigening van de betrokken gronden;
- het advies van de adviesverlenende commissie op het vlak van ruimtelijke ordening of, in voorkomend geval, van de plaatselijke commissie voor landelijke ontwikkeling; het uitblijven van dat advies in het dossier wordt gemotiveerd;
- het geprogrammeerde tijdschema voor de uitvoering van de immateriële projecten.

§ 3. Indien er een stedenbouwkundige vergunning nodig is, wordt er een overlegvergadering met de gemachtigd ambtenaar belegd. Het verslag van die vergadering wordt bij het aanvullend dossier gevoegd.

§ 4. De subsidiebelofte tegenover een gemeente zoals bedoeld in § 1 wordt op datum van 1 oktober ondergeschikt gemaakt, in voorkomend geval, aan :

- het opstarten van de werken met betrekking tot een subsidie zoals bedoeld in artikel 12, die toegewezen wordt in het voorgaande begrotingsjaar; of
- het zich niet voordoen van een vertraging die langer duurt dan 50 % van het tijdschema voor de verwezenlijking van een immaterieel project met betrekking tot een subsidie bedoeld in artikel 12, die toegewezen wordt in het voorgaande begrotingsjaar.

Als deel uitmakend van de subsidies bedoeld in artikel 12 worden de subsidies beschouwd die aan de gemeenten zijn toegekend als "impulskredieten" voor de jaren 1999 tot en met 2004.

Art. 15. De subsidie wordt vereffend als volgt :

- 15 % onmiddellijk na goedkeuring van het subsidiebesluit door de minister;
- 35 % op grond van de beslissing van de gemeenteraad tot toewijzing van de overheidsopdracht, met als bijlage het aanbestedingsverslag en de kennisgeving van de opdracht;
- het overblijvend bedrag op grond van het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de werken, in voorkomend geval, en van de eindafrekening.

Art. 16. Na afloop van een termijn van twee jaar te rekenen van de kennisgeving van de subsidie door de minister en indien het overblijvend gedeelte van de subsidie niet vereffend wordt, verliest de subsidiegerechtigde het recht op subsidie voor het niet-uitgevoerde gedeelte. De minister kan die termijn met een beperkte periode verlengen.

Art. 17. § 1. Het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid treedt in werking op 1 november 2004.

§ 2. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2004.

Art. 18. De minister van Vervoer en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS